

Compte -rendu

La colonisation et ses effets sur la vie politique, économique et sociale des Palestiniens

Compte rendu du colloque organisé le vendredi 1^{er} Mars 2013
par l'association France Palestine Solidarité (AFPS) au Sénat

Présidé par
Madame Esther Benbassa, Sénatrice du Val de Marne
Monsieur Jean-Claude Lefort, Président de l'Association France Palestine
Solidarité

Table ronde 1 / La colonisation : obstacle majeur à la paix

M. Dror Etkes : Expert et militant israélien contre la colonisation

Safa Nasser Eldin : Ministre des télécommunications et des technologies de l'information en Palestine

M. Elias Sanbar : Ambassadeur de Palestine auprès de l'Unesco

En introduction, Dror Etkes, militant israélien contre la colonisation, explique comment procède cette politique de confiscation. Il y a deux voies, celle qui est officielle, c'est par exemple l'établissement d'un terrain militaire et celle qui est légale : prendre sauvagement le contrôle des propriétés palestiniennes. Pour cet expert, le cœur du problème, c'est qu'Israël n'a pas encore choisi s'il aspirait à devenir une démocratie juive ou une ethnocratie.

Le cas des entraves apportées aux télécommunications palestiniennes est à ce titre révélateur pour comprendre l'impact de la colonisation sur le terrain. Selon la ministre de la télécommunication en Palestine, Safa Nasser Eldin, le secteur des télécoms représente 12% de l'économie palestinienne mais les restrictions imposées en Cisjordanie empêchent toute expansion. Israël contrôle le spectre électromagnétique par le biais des télécoms, ainsi, les opérateurs palestiniens sont dans l'impossibilité d'installer leur antenne dans 60 % de la Cisjordanie. Cette concurrence illégale est en pleine contradiction avec les conventions internationales et a fortiori asphyxie la croissance palestinienne. A ce titre, madame la ministre, a dénoncé la complicité indirecte de France Telecom puisque de nombreux contrats ont été signés avec des compagnies de télécommunications israéliennes.

Pour conclure cette première table ronde, Elias Sanbar, ambassadeur de la Palestine auprès de l'UNESCO, a rappelé l'importance de Jérusalem pour un futur Etat palestinien. Pour lui, la bataille pour Jérusalem n'est pas seulement politique mais c'est aussi une légitimation divine.

Table ronde 2 / Implication des organisations syndicales pour une paix juste et durable

M. Ben Moxham : Trades Union Congress (Royaume-Uni), Chargé de mission au département de l'UE et des relations internationales

M. David Joyce : Irish Trades Union Congress (Irlande), Chargé des relations internationales

M. Sergio Bassoli : Confederazione Generale Italiana del Lavoro (Italie) Chargé des relations internationales

M Keth Thapper : Lands organisationen i Sverige (Suède), Chargée de mission et secrétaire internationale de LO Suède

Mme Özlem Yıldırım : Confédération Générale du Travail (France), Responsable Droit, migrations, Proche et Moyen Orient

La deuxième table ronde était consacrée aux interactions qui existent entre les syndicats européens et palestiniens. La CGT et TUC (Trades Union Congress) ont d'ailleurs officiellement annoncé un appel commun pour des actions concrètes contre la colonisation qui comprend entre autre la suspension de l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël.

Table ronde 3 / La réalisation de la solution à deux États peut-elle attendre indéfiniment ?

M. Avraham Burg : auteur, militant opposé à la colonisation, ancien Président de la Knesset

Sabri Saidam : secrétaire général-adjoint du Conseil révolutionnaire du Fatah et conseiller de Mahmoud Abbas

Pour clôturer la journée, Avraham Burg, militant et ancien président de la Knesset ainsi que Sabri Saidam, conseiller de Mahmoud Abbas, ont tenté de répondre à la question suivante : *la réalisation de la solution à deux États peut-elle attendre indéfiniment?* Pour Avraham Burg, il faut en finir avec le processus de paix, et reconnaître enfin les responsabilités et les tragédies de chacun. A fortiori, la solution d'un Etat palestinien n'est pas forcément synonyme de paix, il faut penser à l'après. L'urgence, c'est l'application effective des droits des palestiniens dans les faits, pour cela il faut recentrer la discussion sur l'individu et moins sur le collectif.

Pour Sabri Saidam, les palestiniens sont fatigués d'attendre alors même que la solution pour instaurer une véritable paix est connue de tous. C'est sur cette idée de responsabilité que Jean-Claude Lefort, président de l'AFPS, clôturera cette rencontre. Pour le président de l'AFPS, les autorités européennes doivent enfin prendre leur responsabilité, agir et cesser « *d'avoir des mots justes et des actes qui sont absents* ».